

PETITION

Il y a de l'avenir pour le service public postal et les postiers

La mobilisation unitaire des postiers, des usagers et des élus à déjà conduit le gouvernement à reporter le vote du projet de changement de statut de La Poste prévu avant l'été. Il doit maintenant renoncer à toute forme de privatisation.

Ni statu quo, ni privatisation, le personnel de _____ exige des mesures immédiates garantissant l'avenir du service public postal et des postiers et notamment :

- Le remplacement de chaque départ et l'embauche à temps plein de tous les salariés en contrat précaire qui le souhaitent (intérimaires, CDD, apprentis.....)
- La réouverture des négociations pour la revalorisation des grilles salariales à partir d'un SMIC à 1600€ bruts pour un salarié sans qualification, ce qui donne 1920 € au début du I-2, 2240€ en début de la classe II, 2560€ en début de classe III...
- Le versement de 400 € à tous les personnels du groupe au titre des résultats 2008.
- L'amélioration des conditions de travail et l'arrêt des réorganisations qui dégradent le service rendu et remettent en cause la santé du personnel (facteur d'avenir, PIC, fermetures de bureaux, modulation temps travail, pressions, congés supprimés ou forcés...)
- Le développement du service public postal en s'appuyant sur le savoir faire des postiers à partir de l'unicité de La Poste et de la complémentarité de ses activités (distribution 6 jour sur 7, respect du J+1, présence postale sur tout le territoire, sécurisation de l'épargne...)



Nom - Prénom	Signature	Nom - Prénom	Signature

Jun 2009